

LE G20 JOUE SA PERTINENCE

La gestion de l'après-crise économique est plus urgente que la régulation des marchés financiers.

Martial Foucault, professeur d'économie politique à l'Université de Montréal
Marcelin Joanis, professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke

En avril 2009, au plus fort de la crise financière puis économique, les chefs d'État des 20 plus grandes puissances économiques se sont quittés après le sommet de Londres avec une série de mesures destinées à mettre un terme au tourbillon de la crise : lutte contre les paradis fiscaux, dotation de 1 100 milliards auprès du FMI pour soutenir le crédit, amélioration des règles comptables et de notation.

Six mois plus tard, les mêmes chefs d'État vont se retrouver à Pittsburgh pour faire un bilan de leurs précédentes décisions et établir un nouveau programme de réformes. Cette fois-ci, le contexte a profondément changé : premiers signes de reprise, regain des places boursières, confiance des ménages en progrès.

Pourtant, le G20 persiste dans un entêtement dialectique autour de la régulation des marchés financiers en proposant un encadrement plus strict des bonus accordés aux courtiers des établissements bancaires et financiers. Est-ce le cœur du problème ou une réponse politique à un problème qui dépasse largement la simple logique réglementaire ? Il y a de fortes raisons de penser qu'il s'agit essentiellement d'une réponse politique qui esquivé les vrais défis économiques auxquels sont confrontés l'ensemble des pays – et pas seulement les 20 plus puissants.

L'effet symbolique – pour ne pas dire cosmétique – de lister les paradis fiscaux non coopératifs, de réclamer aux banques de meilleures règles prudentielles ou de blâmer les primes des meilleurs courtiers est sans commune mesure avec la nécessité d'assurer un retour durable à la croissance et, ce qui requiert une attention toute particulière, une stratégie de retour à l'équilibre budgétaire.

L'inscription à l'agenda du sommet du G20 de Pittsburgh des enjeux de finances publiques de l'après-crise paraît incontournable. Pourquoi ?

La première raison relève de la contrainte qu'une politique budgétaire expansionniste fait peser sur les choix publics futurs. En clair, une politique expansionniste qui stimule l'économie à court terme a souvent des conséquences négatives à long terme : inflation, augmentation des taux d'intérêt, etc. Et c'est sans compter sur le fait que les ménages et les entreprises puissent décider d'épargner (plutôt que de consommer) ou

de moins investir aujourd'hui, anticipant les hausses d'impôts futures que les États devront inévitablement mettre en œuvre pour rembourser la dette accumulée pour financer les plans de relance. Cette limite des plans de relance budgétaire a été mise en évidence par l'économiste David Ricardo... au 18^{ème} siècle !

Une deuxième raison tient à la nécessité de coordonner, à l'échelle internationale, les stratégies de retour à l'équilibre budgétaire pour éviter l'apparition de comportements de resquillage par certains pays. C'est le dilemme classique de la coopération internationale appliqué à la relance budgétaire : en l'absence de coopération, certains pays bénéficieront de l'engagement budgétaire des autres.

Il est donc impératif que les pays du G20 planifient ensemble l'après-crise, dès maintenant. Au cours de la dernière année, l'urgence commandait certes d'intervenir très rapidement. Résultat : 5 000 milliards de dollars engagés par les États sous forme de plans de relance et autres interventions des banques centrales. Le G20 joue maintenant sa pertinence et sa pérennité sur sa capacité à coordonner la réponse des grandes économies aux contrecoups de ces plans de relance d'une ampleur sans précédent. Il en va de la durabilité de la reprise économique mondiale, et de l'utilité même du G20 comme forum économique international.

La Presse, 24 septembre 2009.